



Joe Biden tente de réparer son pays

Le plan de relance américain vise à moderniser l'économie et à résorber les fractures sociales, mais le président Biden doit composer avec l'opposition des républicains et de certains démocrates.

Joe Biden entend remédier à quatre décennies de sous-investissement public et privé pour doper la croissance américaine.

© STEPHAN REYNOLDS - THE NEW YORK TIMES/REDUX/RÉA



Par HERMAN MARK SCHWARTZ
Professeur de science politique à l'université de Virginie

Deux questions clés fondent la politique économique de Joe Biden et des élites du Parti démocrate. Comment, sur le plan extérieur, contenir la menace géopolitique que la Chine fait peser sur la suprématie des Etats-Unis dans le monde ? Comment, sur le plan intérieur, contenir celle que le Parti républicain, assujetti à un petit groupe de milliardaires et à un bloc minoritaire d'électeurs motivés par la haine raciale, fait peser sur la démocratie américaine ? La réponse de Joe Biden vise à retrouver une croissance économique robuste grâce à une augmentation massive des dépenses fédérales qui

puisse inverser des décennies de sous-investissement public et privé.

Au premier abord, les trois projets de loi proposés – l'American Rescue Plan (qui a été promulgué), l'Infrastructure Investment and Jobs Act (également promulgué) et l'American Families Plan ou Build Back Better (BBB) (qui fin novembre 2021 était en cours d'examen par le Congrès) – ressemblent à un fouillis aléatoire de programmes. Cela résulte d'une disposition particulière de la procédure parlementaire (le « filibuster ») qui permet à tout sénateur de bloquer la procédure sauf à ce que 60 autres sur un total de 100 votent pour la reprendre. La majorité démocrate au Congrès a dû combiner des législations apparemment disparates dans le BBB pour assurer la cohésion de ses propres membres et éviter l'obstruction par la minorité républicaine au Sénat, qui compte 50 élus.

SOUTIEN À LA DEMANDE ET POLITIQUE DE L'OFFRE

L'American Rescue Plan de 1 600 milliards d'euros a déjà atteint son principal objectif : compenser les pertes de pouvoir d'achat subies par les ménages et les entreprises pendant la pandémie. Environ un tiers des ménages a perdu des revenus, mais trois vagues de paiement ont permis de baisser le taux de pauvreté en 2020 à son niveau le plus bas depuis qu'il est mesuré, de réduire la dette nette des ménages, d'accroître leur épargne et de stabiliser leur situation financière. Il s'agit d'un renversement majeur par rapport à

la politique d'austérité de l'administration Obama après la crise de 2008. Car ce que la réalité économique montre (et que John Maynard Keynes avait soutenu en son temps), c'est que les entreprises n'investissent pas si elles n'anticipent pas une demande croissante. L'American Rescue Plan a considérablement accru le pouvoir d'achat de la grande majorité des citoyens et augmenté ainsi la demande globale.

Les deux autres plans concernent la politique de l'offre. Ils entendent remédier à quatre décennies de sous-investissement public et privé afin que le pays retrouve

des taux de croissance équivalents à ceux qu'il connaissait avant le Covid et avant 2008. De fait, l'investissement public entre 2000 et 2020 était inférieur d'un tiers en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) à celui des trois décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. De même, au cours des deux dernières décennies, l'investissement privé net, celui qui crée de nouvelles capacités de production, a diminué de moitié par rapport aux années 1960 et 1970. Aujourd'hui, de nombreux aéroports américains sont exigus et délabrés. Les trains de voyageurs les plus rapides roulent à des vitesses à peine supérieures à celle de la ligne à grande vitesse allemande d'avant-guerre reliant Berlin à Hambourg. Le réseau électrique est fragile et souvent inadapté à une transition vers les énergies renouvelables.

L'Infrastructure Investment and Jobs Act prévoit d'investir 484 milliards d'euros en dépenses nouvelles dans les infrastructures, en plus des 572 milliards d'euros déjà en cours. Une partie de ces dépenses concerne des problèmes anciens, comme la maintenance et la résolution de goulets d'étranglement routiers ou ferroviaires. D'autres financements prévoient une nouvelle infrastructure énergétique et de transport fondée sur les énergies

renouvelables. Ils visent à pallier un problème de coordination fréquent lorsque de nouvelles technologies apparaissent : pourquoi par exemple construire des bornes de recharge pour véhicules électriques si le nombre de consommateurs qui achètent

L'American Rescue Plan a considérablement accru le pouvoir d'achat de la grande majorité des citoyens

de tels véhicules est faible, mais à l'inverse pourquoi acheter des voitures électriques si vous ne trouvez pas de bornes de recharge ? Le plan subventionne la construction d'un réseau national de bornes de recharge privées et vise à ce que la moitié des véhicules neufs vendus en 2030 soit à zéro émission. En revanche, il ne prévoit qu'une petite partie des fonds qui seraient nécessaires pour moderniser le réseau électrique en acheminant l'énergie solaire et éolienne des endroits les plus prometteurs pour leur production vers les villes qui en ont besoin.



••• L'essentiel de ces dépenses devrait aller à des fournisseurs installés aux Etats-Unis afin de réduire la dépendance vis-à-vis des sources étrangères – comprendre : chinoises – pour les batteries de véhicules électriques ou les panneaux solaires, par exemple. Conformément à la politique industrielle en vigueur aux Etats-Unis, le projet de loi n'établit pas de « champions nationaux ». Il propose plutôt des subventions dans l'espoir que des entreprises prospères ou des technologies à succès émergeront de la concurrence au sein du secteur privé. Tesla a ainsi été l'un des gagnants des initiatives de soutien aux énergies renouvelables de l'administration Obama.

LE BBB BLOQUÉ AU CONGRÈS

Les inquiétudes de l'administration face à la montée en puissance de la Chine motivent d'autres programmes concernant la production industrielle aux Etats-Unis. Seuls 12 % de la consommation mondiale de semi-conducteurs sont produits dans le pays, même si les entreprises américaines représentent plus de 50 % de la production mondiale. Un projet de loi cible 45 milliards d'euros pour la production de semi-conducteurs, une somme incluse dans un montant global de 260 milliards d'euros pour la production industrielle.

Le troisième plan, le BBB, s'attaque surtout à une série de déficits sociaux. Dans sa

version la plus ambitieuse – 3 000 milliards d'euros sur dix ans –, il prévoyait d'élargir les dépenses sociales en faveur des familles avec enfants, des systèmes de garde et des congés payés. Les Etats-Unis dépensent actuellement moins pour ces politiques que la quasi-totalité des membres de l'OCDE. Le plan élargirait considérablement les dispositifs de formation pour la reconversion de travailleurs à de nouvelles activités, ce qui vise à faciliter la transition énergétique. Et il augmenterait les subventions fédérales pour l'éducation, secteur largement financé au niveau local à l'heure actuelle, et donc de manière souvent inégale. Mais le contenu du plan reste en bonne partie flou, car certains parlementaires voudraient que son montant ne dépasse pas 1 300 milliards d'euros et souhaiteraient supprimer de nombreuses dispositions relatives aux énergies renouvelables et aux programmes sociaux.

Les plans de Joe Biden font face à deux réalités politiques. D'abord, la position de négociation du Parti républicain ressemble à celle de Michael Corleone dans

Le Parrain n°2 : « *Mon offre est la suivante : rien.* » Les républicains ont tiré deux enseignements des années Obama. D'abord, il est pratiquement impossible de revenir sur un nouveau programme social adopté par le Congrès et qui offre des avantages aux électeurs. Ensuite, l'obstruction massive et l'impasse législative

nuisent plus aux démocrates qu'aux républicains. Ils ont donc recours à la première pour bloquer les plans.

Ensuite, au sein du Parti démocrate, des parlementaires corrompus ou égoïstes entendaient toujours bloquer, au moment où nous mettions sous presse, des dispositions essentielles du plan. Le sénateur de

□ **La position de négociation du Parti républicain ressemble à celle de Michael Corleone dans *Le Parrain n°2* : « *Mon offre est la suivante : rien.* »**

Virginie-Occidentale Joe Manchin – qui a reçu pour sa campagne électorale d'importantes contributions de compagnies pétrolières et qui a perçu l'équivalent de 4,5 millions d'euros de revenus sur dix ans provenant d'une société de courtage de charbon appartenant à sa famille – refusait de renoncer au *filibuster* et ambitionnait de supprimer les deux tiers des programmes du projet BBB. La sénatrice de l'Arizona, Kyrsten Sinema, était sur la même ligne, elle qui semble préparer une carrière lucrative dans divers conseils d'administration. Par ailleurs, trois représentants soutenus par l'industrie pharmaceutique durant leur campagne ont bloqué une législation qui permettrait au gouvernement de négocier les prix des médicaments, la disposition pourtant la plus populaire du plan, selon les sondages.

Fin novembre 2021, le projet BBB était bloqué au Congrès. Quel que soit son devenir, le processus législatif a révélé un degré alarmant de dysfonctionnement politique aux Etats-Unis. Le *filibuster* semble condamner toute réponse rationnelle aux profonds défis géopolitiques et sociaux auxquels l'Amérique est actuellement confrontée. □

EN SAVOIR PLUS

Building Back America : <https://prospect.org/infrastructure/building-back-america>

Economic Policy Institute : www.epi.org

Des logements contre le ressentiment

En plus des trois énormes plans multisectoriels qu'elle a lancés (voir page 45), l'administration Biden propose d'accroître la construction de 100 000 unités de logement à prix abordables au cours des trois prochaines années. En effet, le taux de construction de maisons neuves durant les deux dernières décennies a été de moitié inférieur à celui des décennies 1950-1970. Certes, la hausse du prix des logements a accru le patrimoine de nombreux Américains âgés. Mais ce niveau de prix empêche leurs enfants de se loger, de sorte que 22 % des Américains de 25 à 35 ans vivent toujours chez leurs parents, soit deux fois plus qu'en 1990. Pour les jeunes, cela signifie moins de mariages, moins d'enfants et, lorsque ces derniers quittent le domicile de leurs parents, des loyers élevés. Pour les parents, cela signifie soit un surpeuplement dans leur propre logement, soit une aide perpétuelle aux enfants adultes dont les emplois sont de plus en plus précaires. Pour le pays, le résultat, c'est une croissance économique plus faible, une moindre mobilité de la main-d'œuvre et, politiquement, un ressentiment latent contre les privilégiés du logement.